

Consiglio degli Stati 9 dicembre 2010

Marty Dick (RL, TI): Je ne vais pas répéter ce que j'ai déjà dit lors du débat sur le budget. Si j'interviens, c'est pour réagir à des propos que j'ai entendus tout à l'heure. On dit: "Il faut investir, il faut créer des places de travail." Certes, mais pour investir et créer des places de travail, il faut que des conditions élémentaires soient données. A Damas, Nestlé a investi parce qu'il y a un système qui fonctionne, un réseau routier, de l'eau - sans eau, Nestlé ne fait rien du tout. Donc c'est pour la réalisation de ces conditions qu'il faut tout d'abord s'engager, pour que ces gens sachent administrer leur région, sachent gérer ce bien précieux qu'est l'eau et sachent aussi maintenir un état de santé convenable. Dans ces conditions, il sera possible d'investir. Et si l'on investit dans ces conditions, c'est encore notre pays, comme pays exportateur, qui sera bénéficiaire.

Cessons donc de parler de charité et même d'aide. Car finalement, ce que nous faisons, c'est dans l'intérêt de tout le monde, y compris et surtout du nôtre, parce que c'est un pays comme le nôtre qui a le plus à profiter d'un monde en paix et d'un monde prospère.

Il y a encore un autre aspect, que je n'avais pas soulevé la dernière fois et que j'aimerais vous rappeler, parce que c'est quand même un acte de cohérence. Lorsqu'on a, dans cette salle, discuté des lois sur les étrangers et sur l'asile, on a justifié le resserrement extrêmement sévère et rigoureux des dispositions sur les étrangers et sur les requérants d'asile en avançant toujours l'argument suivant: "Ce n'est pas ici qu'on doit les aider, c'est dans leur pays!" Alors, soyons conséquents et faisons ce que nous avons dit, parce que sans ça, on est des menteurs; sans ça, on a trompé notre monde. On a toujours dit: "Il faut mener une politique migratoire rigoureuse et il faut aider ces gens sur place." Nous avons maintenant l'occasion de rattraper au moins une partie du retard que nous avons pratiquement par rapport à tous les pays dont le degré socioéconomique est comparable au nôtre.

Puis, lorsqu'on parle de ces pays pauvres, j'aimerais quand même dire encore une chose: la Suisse en profite amplement. En effet, les plus grandes sociétés de "trading" qui négocient les matières premières provenant des pays pauvres sont en Suisse: à Genève, à Zoug! Elles gagnent des milliards! Et il n'est pas scandaleux de vouloir leur rendre quelques miettes des gains que nous faisons avec ces matières premières. Chacun d'entre nous a un téléphone portable. Et ce téléphone portable contient un minerai indispensable à son bon fonctionnement. Ce minerai provient du Congo; or la population congolaise n'a aucun retour sur ces richesses; ces richesses s'envolent ailleurs!

Que veut faire la Suisse de l'argent supplémentaire qu'on veut attribuer à l'aide au développement? On veut donner accès à l'eau, domaine dans lequel la Suisse possède des compétences qui sont mondialement reconnues; on veut essayer de combattre le phénomène du réchauffement climatique, pour lequel ces populations n'ont aucune responsabilité! C'est le monde riche qui est responsable du réchauffement climatique!

Faisons donc ce geste, même si ce geste est déjà compromis, car je vous rappelle que, coram populo, plusieurs conseillers fédéraux ont promis, encore et encore, qu'on augmenterait l'aide au développement pour la passer à 0,7 pour cent du RNB. On a maintenant un compromis à 0,5 pour cent et je vous prie de ne pas être mesquins en faisant encore un "sous-compromis" à 0,45 pour cent du RNB. Ce serait vraiment de la mesquinerie.

